

ESPERANCE

Epiphanie

"L'Esprit du Seigneur est sur moi
car il m'a donné l'onction; il m'a
envoyé porter la Bonne Nouvelle
aux pauvres, panser les cœurs
meurtris, annoncer aux captifs la
libération, et aux prisonniers la
délivrance, proclamer une année
de grâce de la part du Seigneur."
Isaïe 61, 1-2

La Lettre de la Communauté de l'Epiphanie et de la Croix

association privée de fidèles reconnue

Dis-moi quel est ton Dieu : Je te dirai quelle civilisation tu veux bâtir !

(1/3)

N° 39 – MARS 2005

A la lecture des derniers rapports (2002-2003) sur le développement humain dans le monde arabe de l'organisation des Nations Unies (PNUD), j'aimerais vous partager une question, dont je conçois qu'elle est politiquement et religieusement incorrecte, à savoir : les idées fondamentales d'une religion favorisent-elles ou défavorisent-elles le développement humain des populations concernées ? En d'autres termes, le développement humain est-il encouragé ou freiné par la représentation qu'une religion a de Dieu, de l'homme et de son rôle dans l'univers. Je suis bien conscient qu'en quelques lignes, il est impossible de développer de façon sérieuse une question aussi brûlante et complexe. Néanmoins, les discussions sur cette question qui ont émergé de plusieurs partages que j'ai eus avec des scientifiques arabes ou perses, musulmans sunnites ou chiïtes, pratiquants fervents ou non, restent pour moi parmi les plus belles expériences de dialogue islamo chrétien. À chaque fois qu'à partir d'une réflexion liée à la raison et non à l'idéologie, ces chercheurs ou étudiants m'ont demandé mon avis sur ce rapport, nous avons pu avoir des partages formidables qui aboutissaient naturellement à la question : "Notre vision de Dieu et de l'homme dans nos religions respectives conditionne-t-elle notre façon de construire la civilisation ?". J'aimerais, bien simplement, vous en faire part.

Espérance Epiphanie : Peux-tu nous présenter ce rapport ?

Guy : En fait il existe deux rapports, l'un publié en 2002 qui fit l'effet d'une bombe à sa parution, l'autre

publié en 2003. Il est peut-être bon de rappeler au lecteur les modalités d'expertise de cette étude. Le Rapport Arabe sur le Développement Humain 2003 (RADH 2003) est le deuxième d'une série de quatre rapports prévus qui aborderont aussi les questions de libertés et d'institutions politiques, l'absence de parité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au sein des 22 États arabes. Le premier rapport (RADH 2002), souligne les principaux défis en termes de développement que doit relever le monde arabe à l'aube du troisième millénaire. Selon le journaliste égyptien Muhammad Hassainain Haikal le RADH 2002 souligne " la dernière chance pour la région de faire partie du voyage vers le futur. " Selon Time Magazine, il s'agit de " la plus importante publication en 2002. " Plus d'un million de visiteurs du site Internet du PNUD ont téléchargé les 168 pages du rapport 2002, rédigées par une équipe de chercheurs du monde arabe, sous la supervision du Dr Nader Fergany, Directeur du Centre de recherche et de formation d'Al-Mishkât au Caire, et du Dr Rima Khalaf Hunaidi, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directrice régionale du Bureau du PNUD pour les États arabes, ancienne Vice-premier ministre de Jordanie.

Le rapport RADH 2003 examine plus profondément l'une des principales questions soulevées par le rapport de l'an dernier, c'est-à-dire la construction d'une " société du savoir " viable dans le monde arabe. Le rapport a été préparé via un processus de participation, impliquant près de quarante auteurs et trente conseillers et réviseurs. D'éminents penseurs et praticiens, hommes et femmes du monde académique, de l'intelligentsia, de la société civile, des médias et des secteurs public et privé ont participé à la rédaction de ce

rapport. " Le rapport examine l'état du savoir dans le monde arabe en termes de demande, de production et de dissémination, et conclut que les trois éléments sont défaillants, indépendamment de l'abondance du capital humain arabe", écrit le Dr Khalaf dans la préface.

Espérance -Epiphanie : Quels sont les points forts qui se dégagent de ces rapports ?

Guy : On peut dégager plusieurs points. Le premier tente de faire l'état du savoir dans les 22 pays arabes, le deuxième concerne la production du savoir. Le troisième et le quatrième montrent l'influence de la culture et des régimes politiques et, en particulier, le manque record de liberté qui nuit au développement du monde arabe.

1- L'état du savoir dans le monde arabe :

La société du savoir est une société basée sur la diffusion et la production du savoir, sur son utilisation optimale dans tous les domaines d'activité de la société (l'économie, la société civile, la politique et la vie privée) dans le but d'élever constamment la condition humaine, c'est-à-dire de favoriser le développement humain. Le rapport souligne que dans les pays arabes, le processus de diffusion du savoir doit faire face, dans tous les domaines concernés (l'éducation, l'enseignement, les médias et la traduction) à d'énormes difficultés, les plus graves étant la faiblesse des moyens dont disposent les individus, les familles et les institutions, et le caractère restreint de leurs activités. Il en résulte une réelle incapacité à créer les conditions épistémologiques (*) et sociales nécessaires à la production du savoir. Les recherches montrent que le style de formation le plus répandu dans la famille arabe est le style autoritaire, qui combine instabilité et surprotection, et influe de façon négative sur le développement, l'indépendance, la confiance en soi et la compétence sociale. Cela a pour résultat une passivité excessive et une faible compétence à la prise de décision, tant au niveau du comportement que de la façon de penser, car l'enfant est habitué, dès son plus jeune âge, à refouler les questions, l'envie de découvrir et l'esprit d'initiative. En ce qui concerne l'enseignement, le rapport indique, d'une part, une dégradation constante de la qualité de l'enseignement et d'autre part, une non-indépendance des médias vis-à-vis des pouvoirs religieux et politiques. L'enseignement diffuse une opinion monolithique, fidèle reflet de ces mêmes pouvoirs. En effet, dans les pays arabes, avec une

population globale de 284 millions, il y a moins de 53 journaux pour mille habitants, contre 285 dans les pays avancés. Le tirage d'un " Best seller " ne saurait dépasser 5 000 exemplaires en raison de la censure et d'autres contraintes imposées aux éditeurs indépendants. Le volume des traductions vers l'arabe d'ouvrages étrangers reste nettement inférieur au volume de traduction dans d'autres pays du monde : cinq fois plus de livres sont traduits chaque année en grec, une langue parlée par 11 millions de personnes uniquement. La moyenne est de 4,4 livres pour 1 million d'habitants alors que, dans le même temps, on en traduit 519 en Hongrie et 920 en Espagne. Pas plus de 10 000 ouvrages ont été traduits vers l'arabe au cours du dernier millénaire, ce qui correspond au nombre d'ouvrages traduits vers l'espagnol chaque année. On compte uniquement 18 ordinateurs pour 1 000 habitants dans le monde arabe contre une moyenne globale de 78 ordinateurs pour 1 000 habitants.

2- La production du savoir :

Les informations contenues dans le rapport indiquent une réelle stagnation dans un certain nombre de domaines touchant à la production du savoir, en particulier celui de la recherche scientifique, des brevets, de la production littéraire et artistique. Il y a moins de 371 scientifiques ou ingénieurs travaillant dans les secteurs de la recherche et du développement pour un million d'habitants, tandis que la moyenne mondiale est de 979. De façon générale, les pays arabes ont une abondante production de livres religieux et une production relativement faible dans les autres domaines. Les livres religieux représentent 17 % des livres publiés dans le monde arabe, alors que, dans le reste du monde, cette proportion n'est que de 5 %. Le nombre de livres produits est inférieur à 1,1 % de la production mondiale, alors que les arabes représentent 5 % de la population mondiale.

3- La culture et la religion, le contexte politique :

Le rapport indique que, dans le cadre de la culture arabe, on considère que l'élément fondamental est le patrimoine intellectuel classique, dont la langue est l'instrument et la religion le principal système de croyances qui englobe tout et oriente la vie de cette culture. Il ne fait aucun doute que la relation de la religion au savoir et à sa production a un lien organique avec la conception qu'on a de l'essence de la religion et de sa position d'ensemble par rapport au monde. Et le rapport de souligner que l'islam, avec les représentations qu'il

véhicule et les finalités qu'il se propose, a été marqué ces dernières années par des interprétations hostiles au développement. L'alliance qui s'est formée entre des systèmes de gouvernements coercitifs et un groupe de savants musulmans conservateurs a produit des interprétations servant les intérêts des gouvernements mais hostiles au développement humain, particulièrement à la liberté de penser et au libre examen des textes religieux, au droit des citoyens à demander des comptes à leur gouvernement et à la participation des femmes à la vie publique et économique qui est la plus faible au monde. Une femme sur deux, en moyenne, est illettrée et ce taux peut atteindre 90% dans certains pays. Le rapport du PNUD note que les femmes n'occupent que 3,5 % des sièges dans les parlements des pays arabes, contre 11 % en Afrique subsaharienne et 12,9 % dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. D'autre part, dans certains pays arabes du Golfe, les femmes n'ont pas le droit de vote, et, dans la majorité des pays arabes, la ségrégation raciale et religieuse est exercée.

La vérité exige qu'on rappelle que la culture arabe n'a pas d'autre solution que de se lancer dans cette nouvelle expérience universelle. Elle ne peut pas se replier sur elle-même et ne se nourrir que de son histoire, de son passé et de sa culture ancestrale dans un monde dont les forces conquérantes balayent les moindres recoins de l'univers et produisent le savoir sous toutes ses formes, les styles de vie, les produits manufacturés et l'ensemble de la création. Il ne fait aucun doute qu'au sein de cette culture, il existe des courants partisans d'une politique du refus et du refus du savoir, du repliement sur soi et de l'hostilité envers l'ensemble des valeurs, des idées et des pratiques dont la culture mondiale est le vecteur. Une politique passive de refus des échanges ne peut que conduire à un affaiblissement et à un recul de la culture arabe, et non à son renforcement et à son expansion. La conséquence immédiate de cette absence de liberté, tant politique que religieuse, conduit, d'une part, à étouffer le savoir et le développement humain, et, d'autre part, induit un flux migratoire, à la fois, des minorités religieuses, des intellectuels, des démocrates arabes.

Espérance -Epiphanie : Le rapport propose-t-il des solutions face à ce constat bien sombre ?

Guy : En effet, 5 propositions sont faites pour bâtir une société du savoir dans les pays arabes, mais j'ai peur que ce ne soit que de pieuses perspectives. Certes, ce premier travail courageux de critique sur

la réalité du monde arabe doit être soutenu sans faille, mais, demander que soient effectives la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté d'organisation, ainsi que l'existence d'un pouvoir judiciaire indépendant ou d'un islam séparé du temporel qui encouragerait l'adaptation des textes et la critique historico scientifique, tout cela relève du rêve. Mais l'espoir fait vivre, en particulier pour ces milliers d'arabes qui seront entre 410 et 459 millions en 2020 et qui attendent légitimement des conditions meilleures.

Espérance-Epiphanie : Tu nous disais, au début de cet entretien, que notre vision de Dieu et de l'homme, dans nos religions, pouvait conditionner notre façon de construire la civilisation.

Guy : Il me semblait important d'informer le lecteur sur ce rapport, avant d'aborder cette question. Du reste c'est à partir de ce rapport que j'ai eu des discussions de fond et non polémiques avec bon nombre d'interlocuteurs musulmans. Il est certain que l'islam "d'Alveroes" est bien mort et que ce soit dans les banlieues de Lyon, Strasbourg, en Afghanistan, en Irak ou en Palestine, l'islam de référence est l'islam fondamentaliste. Il existe une internationale islamique et l'on comprend, dès lors, la crainte des musulmans réformistes ou des intellectuels arabophones. J'ai récemment interpellé un chercheur tunisien sur le fait que je ne voyais pas beaucoup d'intellectuels musulmans remettent en cause le dogme de l'immutabilité et de l'intemporalité du Coran en vue d'une lecture contemporaine. Il m'a répondu : "Détrompe-toi, ils vivent soit dans la clandestinité, soit dans la marginalité, soit ils ont été exécutés". Je crois que l'islam contribue à ce sous-développement de façon plus forte qu'on ne le pense, même s'il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu. Il me semble par contre que de nombreuses cultures, arabe, perse ou autres, portent en elles des richesses fabuleuses mais que l'idéologie islamique, depuis plusieurs siècles a éteint. On me rétorquera que l'islam a eu son heure de gloire au début du quinzième siècle et a permis un développement humain impressionnant pour l'époque. Cette image d'Epinal a la vie dure, mais je ne crois pas que l'islam soit à la source de ce développement. Il s'est greffé sur des cultures très riches, byzantine, perse... Par contre l'islam a été un vrai ciment politique et religieux permettant de passer de cultures tribales, ou plus locales, à un vrai empire théocratique que fut l'empire Abbasside. Mais l'islam a-t-il les ressources aujourd'hui pour le passage à l'ère moderne ?

L'islam modéré, qui remettrait en cause un certain nombre de versets coraniques comme l'appel à la mise à mort de l'apostat, l'inégalité des sexes et bien d'autres aspects incompatibles avec les droits de l'homme, serait-il encore l'islam ? Soit l'islam impose sa loi au monde afin que celui-ci devienne une cité islamique, une Oumma universelle, soit l'islam se spiritualise et s'individualise. Dans le premier cas, un conflit majeur est à craindre, dans le second cas, un accompagnement est nécessaire pour une révolution de la pensée islamique. Le lecteur européen et chrétien n'a pas idée de l'abîme qui sépare la révélation islamique de la révélation chrétienne. Nous tenterons dans la deuxième partie, à partir des diverses conceptions de Dieu, de l'homme, des versets coraniques, de dégager les points qui peuvent être des freins ou des accélérateurs du développement de nos sociétés.

(*)Etude des sciences qui a pour objet la définition des raisonnements qui fondent leur développement et leur réussite. (Larousse)

Guy STREMSDOERFER

« On impose à l'auteur et à l'éditeur de nombreuses contraintes, la plus importante consistant à respecter les humeurs et les instructions de 22 censeurs arabes. Il en découle que le livre arabe peut difficilement être présent sur l'ensemble de son marché naturel ».

Fathi Khalil Al-Bess, vice président de l'Union des éditeurs arabes

« Sur 300 000 diplômés du premier cycle de l'enseignement supérieur des universités arabes à l'issue de l'année universitaire 1995/1996, on estime à 25% la proportion de ceux qui ont émigré en Amérique du nord ou dans les pays de la Communauté Européenne. Entre 1998 et 2000, plus de 15000 médecins arabes ont émigré ».

Antoine Zahlan

« La pérennité de l'islam n'a pas pour corollaire l'immobilisme de la loi religieuse, mais implique qu'il est capable de se renouveler et d'innover pour accueillir le mouvement de la vie et le renouvellement de ses formes. On peut être un authentique musulman, un excellent musulman, sans se couper des autres et se replier sur soi dans un espace fermé protégé de hauts murs sans la moindre porte. Au contraire, il faut rester en contact avec les autres et vivre avec eux pour leur transmettre les valeurs suprêmes et les grands principes sur lesquels reposent le dogme musulman, la loi religieuse et les fondements moraux de l'islam. »

Ahmad Kamal Abou Al-Majd : Vers une nouvelle langue suggestive